

RCS : GAP Code greffe : 0501

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de GAP atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2013 B 00102 Numéro SIREN : 792 017 709 Nom ou dénomination : BRIANÇONDIS

Ce dépôt a été enregistré le 13/11/2019 sous le numéro de dépôt B2019/004283

BRIANÇONDIS
Société par Actions Simplifiée au capital de 750.000 euros
Siège social : 7 rue de la Soie
05100 BRIANÇON
RCS GAP 792 017 709

Greffé du Tribunal de Commerce de Gap : dépôt n° 4283 en date du 13/11/2019

**BILAN
COMPTE DE RESULTATS
ANNEXE
DE L'EXERCICE CLOS
LE 31 MARS 2018**

**Certifiés conformes
Le Président**

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'J. P. ...', written over a horizontal line.

Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/03/18	Net au 31/03/17
ACTIF				
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets et droits assimilés	37 787	37 787		
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	700 000		700 000	700 000
Constructions	7 429 583	794 087	6 635 496	6 891 360
Installations techniques, matériel et outillage	508 257	135 553	372 704	416 487
Autres immobilisations corporelles	4 365 118	1 017 076	3 348 042	3 651 114
Immob. en cours / Avances & acomptes				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	58 332		58 332	44 249
Autres titres immobilisés				
Prêts	2 900		2 900	1 200
Autres immobilisations financières	7 800		7 800	7 800
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	13 109 777	1 984 503	11 125 274	11 712 211
Stocks				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	1 215 741	3 545	1 212 196	1 298 541
Créances				
Clients et comptes rattachés	10 888		10 888	18 934
Fournisseurs débiteurs	151 492		151 492	47 018
Personnel	1 392		1 392	125
Etat, Impôts sur les bénéfices	72 680		72 680	72 680
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires	20 736		20 736	44 844
Autres créances	124 653		124 653	116 966
Divers				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	1 128 344		1 128 344	497 311
Charges constatées d'avance	91 959		91 959	78 568
TOTAL ACTIF CIRCULANT	2 817 884	3 545	2 814 339	2 174 985
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Prime de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion - Actif				
COMPTES DE REGULARISATION				
TOTAL ACTIF	15 927 661	1 988 048	13 939 613	13 887 196



PASSIF		
	Net au 31/03/18	Net au 31/03/17
Capital social ou individuel	750 000	750 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecart de réévaluation		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	-252 195	-56 182
Résultat de l'exercice	413 288	-196 012
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	911 093	497 805
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	24 322	28 248
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	24 322	28 248
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts	10 440 533	11 346 748
Découverts et concours bancaires	10 635	2 034
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	10 451 169	11 348 781
Emprunts et dettes financières diverses	8 935	7 785
Emprunts et dettes financières diverses - Associés	612 085	355 398
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 494 704	1 299 316
Personnel	140 829	120 734
Organismes sociaux	98 901	95 448
Etat, impôts sur les bénéfices		
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires	35 353	943
Etat, Obligations cautionnées		
Autres dettes fiscales et sociales	139 399	109 334
Dettes fiscales et sociales	414 481	326 459
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	13 334	11 773
Autres dettes	9 489	11 631
Produits constatés d'avance		
TOTAL DETTES	13 004 197	13 361 143
Ecart de conversion - Passif		
TOTAL PASSIF	13 939 613	13 887 196

Compte de résultat

	31/03/2018	31/03/2017
Produits d'exploitation (1)		
Ventes de marchandises	18 860 456	15 423 519
Production vendue (biens)	1 420 539	1 117 716
Production vendue (services)	359 217	229 542
Chiffre d'affaires net	20 640 212	16 770 777
<i>Dont à l'exportation</i>		
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	24 742	6 511
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	29 709	27 841
Autres produits	9 898	4 942
Total I	20 704 561	16 810 071
Charges d'exploitation (2)		
Achats de marchandises	16 092 941	13 293 093
Variations de stock	86 345	-145 898
Achats de matières premières et autres approvisionnements	14 147	19 806
Variations de stock		
Autres achats et charges externes (a)	1 456 758	1 342 533
Impôts, taxes et versements assimilés	313 071	239 720
Salaires et traitements	1 227 235	1 126 948
Charges sociales	311 378	309 403
Dotations aux amortissements et dépréciations :		
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements	633 707	627 196
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations		3 545
- Pour risques et charges : dotations aux provisions	10 322	28 248
Autres charges	12 668	6 695
Total II	20 158 573	16 851 288
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	545 988	-41 217
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun		
Bénéfice attribué ou perte transférée III	219	
Perte supportée ou bénéfice transféré IV		
Produits financiers		
De participation (3)		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)		
Autres intérêts et produits assimilés (3)	2 045	3 067
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total V	2 045	3 067
Charges financières		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées (4)	149 130	164 041
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total VI	149 130	164 041
RESULTAT FINANCIER (V-VI)	-147 085	-160 974
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)	399 122	-202 191

Compte de résultat (suite)



	31/03/2018	31/03/2017
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	28 184	11 179
Sur opérations en capital	11 582	
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges		
Total produits exceptionnels (VII)	39 766	11 179
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		5 000
Sur opérations en capital	11 600	
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	14 000	
Total charges exceptionnelles (VIII)	25 600	5 000
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	14 166	6 179
Participation des salariés aux résultats (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)		
Total des produits (I+III+V+VII)	20 746 591	16 824 317
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	20 333 303	17 020 330
BENEFICE OU PERTE	413 288	-196 012
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier		
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées	6 687	3 773

Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SAS BRIANCONDIS SAS

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/03/2018, dont le total est de 13 939 613 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 413 288 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/04/2017 au 31/03/2018.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 20/06/2018 par les dirigeants de l'entreprise.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/03/2018 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Constructions : 30 ans
- * Agencements des constructions : 10 à 30 ans
- * Installations techniques : 8 à 15 ans
- * Matériel et outillage industriels : 8 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 8 à 15 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 5 à 10 ans

Règles et méthodes comptables

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine. L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est prise en compte lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Frais d'émission des emprunts

Les frais d'émission des emprunts sont pris en compte immédiatement dans les charges de l'exercice.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Crédit d'impôt compétitivité et emploi

Le CICE est comptabilisé au rythme de l'engagement, il est à prendre en compte au fur et à mesure de l'engagement des charges de rémunérations correspondantes, que la clôture coïncide ou non avec l'année civile, pour les comptes annuels comme pour les comptes intermédiaires ou consolidés, en normes françaises comme en IFRS.

La comptabilisation du CICE a été réalisée par les options suivantes :

- d'une diminution des charges de personnel, crédit d'un sous compte 64 (ANC, note d'information du 28 février 2013), pour la partie constatée pour la période du 01/01/2018 au 31/03/2018,
- d'une diminution de l'impôt pour la partie acquise au titre de l'année 2017.

Règles et méthodes comptables

La comptabilisation du CICE a été réalisée par les options suivantes :

- comptabilisation d'un produit, déduit de la charge d'impôt sur les sociétés pour 75 658 € au titre de l'année 2017,
- comptabilisation d'une charge de 16 804 €, correspondant à l'extourne de la provision du 1er trimestre 2017.
- comptabilisation d'un produit de 15 005 €, correspondant à la provision du 1er trimestre 2018.

Conformément aux dispositions de l'article 244 quater C du Code Général des Impôts, nous précisons que le CICE ayant pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises, notre entité l'utilise à travers notamment des efforts d'investissements menés par la société, notamment pour l'augmentation de l'activité économique en permettant la construction d'une station service.

Par ailleurs, il n'est pas destiné à financer une hausse des dividendes distribués, ni à augmenter les rémunérations des dirigeants.



Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Faits caractéristiques

Depuis le 1^{er} avril 2016, la société BRIANCONDIS est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe SUDALP II qui se compose :

- SAS SUDALP II, société mère
- SAS SUDALP, filiale à 99.98%
- SAS BRIANCONDIS, filiale à 99.97%

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	37 787			37 787
Immobilisations incorporelles	37 787			37 787
- Terrains	700 000			700 000
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui	101 874			101 874
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	7 327 709			7 327 709
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	496 195	12 062		508 257
- Installations générales, agencements aménagements divers	3 733 326	8 925		3 742 251
- Matériel de transport	18 135	10 000		28 135
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	594 732			594 732
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	12 971 971	30 987		13 002 958
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	44 249	25 683	11 600	58 332
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	9 000	2 900	1 200	10 700
Immobilisations financières	53 249	28 583	12 800	69 032
ACTIF IMMOBILISE	13 063 007	59 570	12 800	13 109 777

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Augmentations de l'exercice			Diminutions de l'exercice		
	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total		
Ventilation des augmentations						
Virements de poste à poste						
Virements de l'actif circulant						
Acquisitions						
Apports						
Créations						
Révaluations						
Ventilation des diminutions						
Virements de poste à poste						
Virements vers l'actif circulant						
Cessions						
Scissions						
Mises hors service						
Total	59 570	30 987	28 583	119 140	12 800	12 800

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice			A la fin de l'exercice		
	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total		
Immobilisations incorporelles						
- Frais d'établissement et de développement						
- Fonds commercial						
- Autres postes d'immobilisations incorporelles						
Immobilisations corporelles						
- Terrains						
- Constructions sur sol propre						
- Constructions sur sol d'autrui						
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions						
- Installations techniques, matériel et outillage industriels						
- Installations générales, agencements aménagements divers						
- Matériel de transport						
- Matériel de bureau et informatique, mobilier						
- Emballages récupérables et divers						
Total	37 787	1 313 009	633 707	2 084 503	37 787	1 946 716

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 484 499 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	2 900	2 900	
Autres	7 800		7 800
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	10 888	10 888	
Autres	370 952	370 952	
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	91 959	91 959	
Total	484 499	476 699	7 800
Prêts accordés en cours d'exercice	2 900		
Prêts récupérés en cours d'exercice	1 200		

Produits à recevoir

	Montant
Clients - factures à établir	1 089
Fournisseurs avoirs à recevoir	4 277
Etat - produits à recevoir	15 005
Produits à recevoir	3 587
Banque - intérêts courus à recevoir	376
Total	24 334

Notes sur le bilan

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d'un montant de 750 068,47 euros décomposé en 2 241 687 titres d'une valeur nominale de 0,33 euros.

Provisions

Tableau des provisions

Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
28 248	24 322	28 248	24 322	24 322
Litiges Garanties données aux clients Pertes sur marchés à terme Amendes et pénalités Pertes de change Pensions et obligations similaires Pour impôts Renouvellement des immobilisations Gros entretien et grandes révisions Charges sociales et fiscales sur congés à payer Autres provisions pour risques et charges				
Total				
28 248	24 322	28 248	24 322	24 322
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice : Exploitation Financières Exceptionnelles				



Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 13 004 197 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	10 635	10 635		
- à plus de 1 an à l'origine	10 440 533	840 017	3 539 093	6 061 424
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	8 935	8 935		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 494 704	1 494 704		
Dettes fiscales et sociales	414 481	414 481		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	13 334	13 334		
Autres dettes (**)	621 575	621 575		
Produits constatés d'avance				
Total	13 004 197	3 403 681	3 539 093	6 061 424
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	903 969			
(**) Dont envers les associés	612 085			

Dettes garanties par des sûretés réelles

	Dettes garanties	Montant des sûretés	Valeurs des biens donnés en garantie
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	10 422 355	10 422 355	
Emprunts et dettes divers			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
Dettes fiscales et sociales			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			
Total	10 422 355	10 422 355	

Montant	
5 036	Fourn. fact m/ses non parv
108 176	Fourn. fact figx. non parv.
18 179	Interets courus sur emprunts
6 687	Interets c/c sudalp
80 213	Prov. congés payés
41 250	Personnel - autres charges a payer
16 958	Prov prime 13eme mois
26 470	Charges soc. s/congés payés
13 613	Charges sociales - charges a payer
5 596	Charges sociales 13eme mois
1 831	Etat - la a payer
1 885	Etat - fpc a payer
35 348	Etat - taxe cet a payer
59 933	Etat - lascom a payer
40 403	Etat - autres taxes a payer
461 576	Total

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

[illegible]

Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires

	France	Etranger	Total
Ventes de produits finis	1 420 539		1 420 539
Ventes de produits intermédiaires			
Ventes de produits résiduels			
Travaux			
Etudes			
Prestations de services	2 551		2 551
Ventes de marchandises	18 860 456		18 860 456
Produits des activités annexes	356 666		356 666
TOTAL	20 640 212		20 640 212

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 7 818 euros

Honoraire des autres services : 0 euros

Pour l'exercice clos au 31/03/2018, il a été provisionné 7 918 € au titre des honoraires du commissaire aux comptes

Charges et Produits exceptionnels

Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	11 600	
Provisions pour risques et charges	14 000	
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion		28 184
Produits des cessions d'éléments d'actif		11 582
TOTAL	25 600	39 766

Notes sur le compte de résultat

Résultat et impôts sur les bénéfices

Ventilation de l'impôt

	Résultat avant impôt	Impôt correspondant (*)	Résultat après impôt
+ Résultat courant (**)	325 263	-73 859	399 122
+ Résultat exceptionnel	14 166		14 166
- Participations des salariés			
Résultat comptable	339 429	-73 859	413 288
(*) comporte les crédits d'impôt (et à ce titre le CICE)			
(**) Majoré du montant du CICE			
(montant repris de la colonne "impôt correspondant")			

Impôts sur les bénéfices - Intégration fiscale

A partir de l'exercice ouvert au 01/04/2016, la société SAS BRIANCONDIS SAS est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe SAS SUDALP II SAS, route des Fauvins 5000 GAP.



Autres informations

Effectif

Effectif moyen du personnel : 56 personnes.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	2	
Agents de maîtrise et techniciens	6	
Employés	48	
Ouvriers		
Total	56	

Engagements financiers

Engagements reçus

	Montant en euros
Plafonds des découverts autorisés	
Avals et cautions	
<i>Plafonds des découverts autorisés</i>	
<i>Emprunts auprès Caisse Epargne de nominal 5 500 K€, cautions solidaires des parrains en cours au 31/03/18</i>	4 663 333
<i>Emprunts auprès de BCME de nominal 5 500 K€, cautions solidaires des parrains en cours au 31/03/18</i>	4 741 203
<i>Emprunts auprès de BCME de nominal 500 K€, cautions solidaires des parrains en cours au 31/03/18</i>	273 028
<i>Emprunts auprès Caisse Epargne de nominal 500 K€, cautions solidaires des parrains en cours au 31/03/18</i>	303 571
<i>Emprunts auprès Banque Populaire de nominal 530 K€, cautions solidaires des parrains en cours au 31/03/18</i>	441 219
Autres engagements reçus	10 422 355
Total	10 422 355
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	10 422 355

Engagements de retraite

Aucun engagement n'a été valorisé en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées.

Aucune disposition particulière en matière de retraite n'est prise. L'engagement d'un passif social "Indemnité Fin de Carrière", charges incluses, fait ressortir un montant de 6 934€, soit une variation de + 2 648€ par rapport au 31/03/2017.

L'âge de départ à la retraite est de 65 ans à l'initiative du salarié, avec un taux d'actualisation de 2,25% et une table de mortalité de TH/TF 00-02.

Tableau des cinq derniers exercices

	N-4	N-3	N-2	N-1	N
Capital en fin d'exercice					
Capital social			750 000,00	750 000,00	750 000,00
Nombre d'actions ordinaires			2 241 687,00	2 241 687,00	2 241 687,00
Opérations et résultats :					
Chiffre d'affaires (H.T.)			4 380 706,49	16 770 777,30	20 640 212,29
Résultat avant impôt, participation, dotations aux amortissements et provisions			149 032,16	440 225,29	1 043 069,74
Résultat après impôts, participation, dotations aux amortissements et provisions			-56 182,49	-196 012,48	413 287,89
Résultat par action					
Résultat après impôts, participation avant dotations aux amortissements et provisions			0,07	0,20	0,47
Résultat après impôts, participation dotations aux amortissements et provisions			-0,03	-0,09	0,18
Dividende distribué					
Personnel					
Effectif salariés			50	50	58
Montant de la masse salariale			351 351,77	1 126 948,07	1 227 234,94
Montant des sommes versées en avantages sociaux			115 615,07	309 403,11	311 377,57

BRIANÇONDIS
Société par Actions Simplifiée au capital de 750.000 euros
Siège social : 7 rue de la Soie
05100 BRIANÇON
RCS GAP 792 017 709

**ASSEMBLEE GENERALE MIXTE
DU 27 SEPTEMBRE 2018**

- PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT -

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'affecter le bénéfice de l'exercice écoulé, dont elle constate l'existence et s'élevant à 413.288 €, de la manière suivante :

<u>Bénéfice :</u>	413.288 €
<u>Affectation :</u>	
- Au poste « Réserve légale »	20.665 €
<i>Ce qui porte le solde de ce poste à la somme de 20.665 euros</i>	
- Au poste « Report à nouveau »	392.623 €
<i>Ce qui porte le solde de ce poste à la somme de 140.428 euros</i>	
Total affecté :	413.288 €

Compte tenu de cette affectation, les capitaux propres s'élèvent à la somme de 911.093 euros pour un capital de 750.000 euros.

L'Assemblée Générale prend acte que, conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, aucune distribution de dividendes n'est intervenue au titre des trois derniers exercices.

- ADOPTION -

Cette affectation a été adoptée par l'Assemblée Générale Mixte en date du 27 septembre 2018.

**Certifié conforme
Le Président**





Bernard HAUSS
David DER BAGHDASSARIAN
Camille REYNAUD
Françoise POUSSE
Cédric FAY

BRIANCONDIS

SAS au capital de 750 000 €

Siège social

7 Rue de la Soie
05100 BRIANCON

RCS : 792 017 709

NAF : 4711F

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31/03/2018

AUDIT ET CERTIFICATION

6, rue du 14 juillet – BP 158 – 26104 ROMANS CEDEX

Tél : 04 75 70 41 23 – Fax : 04 75 05 03 43 – www.fidsudcdba.fr – email : romans@fidsudcdba.fr

Société à Responsabilité Limitée au capital de 78 150 € - SIRET 348 930 561 00017 – NAF 6920 Z – FR933 489 305 61
Société inscrite au tableau de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Grenoble

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

I. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la SAS BRIANCONDIS relatifs à l'exercice clos le 31/03/2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport (pages 5 à 22).

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la SAS à la fin de cet exercice.

II. FONDAMENT DE L'OPINION

a) Réfèrentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

b) Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01/04/2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

III. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV. VERIFICATION DU RAPPORT DE GESTION ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES AUX ACTIONNAIRES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion établi par le Président et dans les autres documents adressés aux Actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

V. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la SAS à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la SAS ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

VI. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre SAS.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

Fait à Romans sur Isère,
Le 12/09/2018.
BERNARD HAUSS
COMMISSAIRE AUX COMPTES
AUDIT ET CERTIFICATION

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la SAS à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/03/18	Net au 31/03/17
ACTIF				
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets et droits assimilés	37 787	37 787		
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terreins	700 000		700 000	700 000
Constructions	7 429 583	794 087	6 635 496	6 891 380
Installations techniques, matériel et outillage	508 257	135 553	372 704	418 487
Autres immobilisations corporelles	4 365 118	1 017 076	3 348 042	3 651 114
Immob. en cours / Avances & acomptes				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	58 332		58 332	44 249
Autres titres immobilisés				
Prêts	2 900		2 900	1 200
Autres immobilisations financières	7 800		7 800	7 800
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	13 109 777	1 984 503	11 125 274	11 712 211
Stocks				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	1 215 741	3 545	1 212 196	1 286 641
Créances				
Clients et comptes rattachés	10 888		10 888	18 934
Fournisseurs débiteurs	151 492		151 492	47 018
Personnel	1 392		1 392	125
Etat, Impôts sur les bénéfices	72 680		72 680	72 680
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires	20 736		20 736	44 844
Autres créances	124 653		124 653	116 986
Divers				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	1 128 344		1 128 344	497 311
Charges constatées d'avance	91 959		91 959	78 568
TOTAL ACTIF CIRCULANT	2 817 884	3 545	2 814 339	2 174 925
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Prime de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion - Actif				
COMPTES DE REGULARISATION				
TOTAL ACTIF	15 927 661	1 988 048	13 939 613	13 887 196





PASSIF		
Capital social ou individuel	750 000	750 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecart de réévaluation		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau		
Résultat de l'exercice	-252 186	-56 182
Subventions d'investissement	413 288	-196 012
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	911 093	497 805
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FOND PROPRES		
Provisions pour risques	24 322	28 248
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	24 322	28 248
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts	10 440 633	11 346 748
Découverts et concours bancaires	10 635	2 034
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	10 451 169	11 348 781
Emprunts et dettes financières diverses	8 936	7 786
Emprunts et dettes financières diverses - Associés	612 085	355 398
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	1 484 704	1 289 316
Personnel	140 829	120 734
Organismes sociaux	98 901	85 448
Etat, impôts sur les bénéfices	35 363	943
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires		
Etat, Obligations cautionnées		
Autres dettes fiscales et sociales	139 399	108 334
Dettes fiscales et sociales	13 334	326 459
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	9 489	11 773
Autres dettes		11 631
Produits constatés d'avance		
TOTAL DETTES	13 004 197	13 361 143
Ecart de conversion - Passif		
TOTAL PASSIF	13 939 613	13 887 156

Bilan

Compte de résultat

	31/03/2018	31/03/2017
Produits d'exploitation (1)		
Ventes de marchandises	18 860 456	15 423 519
Production vendue (biens)	1 420 639	1 117 716
Production vendue (services)	359 217	229 642
Chiffre d'affaires net	20 640 212	16 770 777
<i>Dont à l'exportation</i>		
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	24 742	6 511
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	29 709	27 841
Autres produits	9 898	4 942
Total I	20 704 561	16 810 071
Charges d'exploitation (2)		
Achats de marchandises	16 092 941	13 293 093
Variations de stock	86 345	-145 898
Achats de matières premières et autres approvisionnements	14 147	19 808
Variations de stock		
Autres achats et charges externes (a)	1 456 758	1 342 533
Impôts, taxes et versements assimilés	313 071	239 720
Salaires et traitements	1 227 235	1 126 948
Charges sociales	311 378	309 403
Dotations aux amortissements et dépréciations :		
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements	633 707	627 196
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations		3 545
- Pour risques et charges : dotations aux provisions	10 322	28 248
Autres charges	12 668	6 695
Total II	20 158 573	16 851 288
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	545 988	-41 217
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun		
Bénéfice attribué ou perte transférée III	219	
Perte supportée ou bénéfice transféré IV		
Produits financiers		
De participation (3)		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)		
Autres intérêts et produits assimilés (3)	2 045	3 067
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total V	2 045	3 067
Charges financières		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilés (4)	149 130	164 041
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total VI	149 130	164 041
RESULTAT FINANCIER (V-VI)	-147 085	-160 974
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)	399 127	-202 191





Compte de résultat (suite)

31/03/2018		31/03/2017
Produits exceptionnels	26 184	11 179
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	11 662	
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges	39 766	11 179
Total produits exceptionnels (VII)		
Charges exceptionnelles	11 600	6 000
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	14 000	
Total charges exceptionnelles (VIII)	25 600	6 000
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	14 166	6 179
Participation des salariés aux résultats (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)		
Total des produits ((I)+(II)+(V)+(VII))	20 746 591	16 824 317
Total des charges ((I)+(IV)+(VI)+(VIII)+(IX)+(X))	20 333 303	17 020 330
BENEFICE OU PERTE	413 288	-196 012
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail immobilier		
- Redevances de crédit-bail mobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées	6 687	3 773

Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SAS BRIANCONDIS SAS

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/03/2018, dont le total est de 13 939 613 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 413 288 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/04/2017 au 31/03/2018.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 20/06/2018 par les dirigeants de l'entreprise.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/03/2018 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Constructions : 30 ans
- * Agencements des constructions : 10 à 30 ans
- * Installations techniques : 8 à 15 ans
- * Matériel et outillage industriels : 8 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 8 à 15 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 5 à 10 ans





La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rebais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et seul écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est prise en compte lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Frais d'émission des emprunts

Les frais d'émission des emprunts sont pris en compte immédiatement dans les charges de l'exercice.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels lient compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Credit d'impôt compétitivité et emploi

Le CICE est comptabilisé au rythme de l'engagement. Il est à prendre en compte au fur et à mesure de l'engagement des charges de rémunérations correspondantes, que la clôture coïncide ou non avec l'année civile, pour les comptes annuels comme pour les comptes intermédiaires ou consolidés, en normes françaises comme en IFRS.

La comptabilisation du CICE a été réalisée par les options suivantes :

- d'une diminution des charges de personnel, crédit d'un sous-compte 64 (ANC, note d'information du 28 février 2013), COMPTES
- d'une diminution de l'impôt pour la part des acquisitions au titre de l'année 2017.

Règles et méthodes comptables

La comptabilisation du CICE a été réalisée par les options suivantes :

- comptabilisation d'un produit, déduit de la charge d'impôt sur les sociétés pour 75 658 € au titre de l'année 2017,
- comptabilisation d'une charge de 16 804 €, correspondant à l'extourne de la provision du 1er trimestre 2017.
- comptabilisation d'un produit de 15 005 €, correspondant à la provision du 1er trimestre 2018.

Conformément aux dispositions de l'article 244 quater C du Code Général des Impôts, nous précisons que le CICE ayant pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises, notre entité l'utilise à travers notamment des efforts d'investissements menés par la société, notamment pour l'augmentation de l'activité économique en permettant la construction d'une station service.

Par ailleurs, il n'est pas destiné à financer une hausse des dividendes distribués, ni à augmenter les rémunérations des dirigeants.





- SAS SUDALP II, société mère
- SAS SUDALP, filiale à 99.98%
- SAS BRIANCONDIS, filiale à 99.97%

compose :

Depuis le 1er avril 2016, la société BRIANCONDIS est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe SUDALP II qui se

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Faits caractéristiques

Notes sur le bilan

Actif Immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	37 787			37 787
Immobilisations incorporelles	37 787			37 787
- Terrains	700 000			700 000
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui	101 874			101 874
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	7 327 709			7 327 709
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	498 195	12 062		508 257
- Installations générales, agencements aménagements divers	3 733 326	8 925		3 742 251
- Matériel de transport	18 135	10 000		28 135
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	594 732			594 732
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	12 971 971	30 987		13 002 958
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	44 249	25 683	11 600	58 332
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	9 000	2 900	1 200	10 700
Immobilisations financières	53 249	28 583	12 800	69 032
ACTIF IMMOBILISE	13 063 007	59 570	12 800	13 109 777





ACTIF IMMOBILISE		1 350 796	633 707	1 984 533
- Frais d'établissement et de développement - Fonds commercial - Autres postes d'immobilisations incorporelles - Terrains - Constructions sur sol propre - Constructions sur sol d'autrui - Installations générales, agencements et aménagements des constructions - Installations techniques, matériel et outillage - Industriels - Installations générales, agencements aménagements divers - Matériel de transport - Matériel de bureau et informatique, mobilier - Emballages récupérables et divers - Immobilisations corporelles		1 313 009	633 707	1 984 533
		37 787		37 787
		4 593	5 094	8 687
		533 629	250 771	784 400
		79 706	55 845	135 553
		541 106	249 543	790 648
		7 900	4 345	12 245
		146 073	68 110	183
Au début de l'exercice				
Augmentation				
Diminutions				
A la fin de l'exercice				

Amortissements des immobilisations

Augmentations de l'exercice		30 987	26 583	59 570
Ventilation des augmentations Virements de poste à poste Virements de l'actif circulant Acquisitions Apports Créations Révaluations		30 987	26 583	59 570
Diminutions de l'exercice			12 800	12 800
Ventilation des diminutions Virements de poste à poste Virements vers l'actif circulant Cessions Scissions Mises hors service			12 800	12 800
Total				

Les flux s'analysent comme suit :

Notes sur le bilan

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 484 499 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	2 900	2 900	
Autres	7 900		7 900
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	10 888	10 888	
Autres	370 952	370 952	
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	91 959	91 959	
Total	484 499	476 699	7 800
Prêts accordés en cours d'exercice	2 900		
Prêts récupérés en cours d'exercice	1 200		

Produits à recevoir

	Montant
Clients - factures à établir	1 089
Fournisseurs avoirs à recevoir	4 277
Etat - produits à recevoir	15 005
Produits à recevoir	3 587
Banque - Interets courus à recevoir	378
Total	24 334





Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Total	28 248	24 322	28 248	24 322	
	28 248	24 322	28 248	24 322	
Liiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
Autres provisions pour risques					
et charges					
Reprises					
non utilisées					
de l'exercice					
Provisions					
au début					
de l'exercice					
Dotations					
utilisées					
de l'exercice					
Reprises					
utilisées					
de l'exercice					
Provisions					
a la fin					
de l'exercice					

Tableau des provisions

Provisions

Capital social d'un montant de 750 068,47 euros décomposé en 2 241 687 titres d'une valeur nominale de 0,33 euros.

Composition du capital social

Capitaux propres

Notes sur le bilan

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 13 004 197 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	10 635	10 635		
- à plus de 1 an à l'origine	10 440 533	840 017	3 539 093	6 061 424
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	8 935	8 935		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 494 704	1 494 704		
Dettes fiscales et sociales	414 481	414 481		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	13 334	13 334		
Autres dettes (**)	621 575	621 575		
Produits constatés d'avance				
Total	13 004 197	3 403 681	3 539 093	6 061 424
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	903 969			
(**) Dont envers les associés	612 085			

Dettes garanties par des sûretés réelles

	Dettes garanties	Montant des sûretés	Valeurs des biens donnés en garantie
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	10 422 355	10 422 355	
Emprunts et dettes divers			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
Dettes fiscales et sociales			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			
Total	10 422 355	10 422 355	





CCA FRAIS GENEREAUX		74 637	
CCA MARCHANDISES		17 322	
Total		91 959	

Charges constatées d'avance

Comptes de régularisation

Total		461 576
Fourn. fact m/ees non parv		5 036
Fourn. fact figx. non parv.		108 178
Interets courus sur emprunts		16 179
Interets c/c audalp		6 687
Prov. congés payés		80 213
Personnel - autres charges à payer		41 250
Prov prime 13eme mois		16 958
Charges soc. s/congés payés		26 470
Charges sociales - charges à payer		13 613
Charges sociales 13eme mois		5 696
Etat - la à payer		1 631
Etat - fpc à payer		1 885
Etat - taxe cot à payer		35 348
Etat - lascom à payer		59 933
Etat - autres taxes à payer		40 403
Montant		

Charges à payer

Notes sur le bilan

Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires

	France	Etranger	Total
Ventes de produits finis	1 420 539		1 420 539
Ventes de produits intermédiaires			
Ventes de produits résiduels			
Travaux			
Etudes			
Prestations de services	2 551		2 551
Ventes de marchandises	18 860 456		18 860 456
Produits des activités annexes	356 666		356 666
TOTAL	20 640 212		20 640 212

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 7 918 euros

Honoraire des autres services : 0 euros

Pour l'exercice clos au 31/03/2018, il a été provisionné 7 918 € au titre des honoraires du commissaire aux comptes

Charges et Produits exceptionnels

Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	11 800	
Provisions pour risques et charges	14 000	
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion		28 184
Produits des cessions d'éléments d'actif		11 582
TOTAL	25 800	39 766



Notes sur le compte de résultat

Résultat et impôts sur les bénéfices

Ventilation de l'impôt

Résultat avant impôt	Impôt correspondant (*)	Résultat après impôt
+ Résultat courant (**)	-73 869	389 122
+ Résultat exceptionnel		14 166
- Participations des salariés		
Résultat comptable	339 429	-73 859
(*) comporte les crédits d'impôt (et à ce titre le CICE)		
(**) Majoré du montant du CICE		
(montant repris de la colonne "impôt correspondant")		

Impôts sur les bénéfices - Intégration fiscale

A partir de l'exercice ouvert au 01/04/2016, la société SAS BRIANCONDIS SAS est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe SAS SUDALP II SAS, route des Fauvins 5000 GAF.



Autres informations

Effectif

Effectif moyen du personnel : 56 personnes.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	2	
Agents de maîtrise et techniciens	8	
Employés	48	
Ouvriers		
Total	56	

Engagements financiers

Engagements reçus

	Montant en euros
Plafonds des découverts autorisés	
Avals et cautions	
<i>Plafonds des découverts autorisés</i>	
<i>Emprunts auprès Caisse Epargne de nominal 5 500 K€, cautions solidaires des parrains en cours au 31/03/18</i>	4 663 333
<i>Emprunts auprès de BCME de nominal 5 500 K€, cautions solidaires des parrains en cours au 31/03/18</i>	4 741 203
<i>Emprunts auprès de BCME de nominal 500 K€, cautions solidaires des parrains en cours au 31/03/18</i>	273 028
<i>Emprunts auprès Caisse Epargne de nominal 500 K€, cautions solidaires des parrains en cours au 31/03/18</i>	303 571
<i>Emprunts auprès Banque Populaire de nominal 630 K€, cautions solidaires des parrains en cours au 31/03/18</i>	441 219
Autres engagements reçus	10 422 355
Total	10 422 355
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de sûretés réelles	10 422 355





Engagements de retraite

Autres informations

Aucun engagement n'a été valorisé en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées.

Aucune disposition particulière en matière de retraite n'est prise. L'engagement d'un passif social "Indemnité Fin de Carrière", charges incluses, fait ressortir un montant de 6 934€, soit une variation de + 2 648€ par rapport au 31/03/2017.
L'âge de départ à la retraite est de 65 ans à l'initiative du salarié, avec un taux d'actualisation de 2,25% et une table de mortalité de TH/TF 00-02.